



La mairie d'Aulnay envahie par les manifestants

Opposants et défenseurs des projets d'urbanisme du maire socialiste se sont retrouvés côte à côte samedi. Une rencontre sous tension qui a failli virer à l'affrontement.

Eric Bureau | 07.06.2010, 07h00

« C'est ici le mariage ? » demande une dame, qui court devant l'hôtel de ville d'Aulnay-sous-Bois. « Ah, il est fini. Là, c'est plutôt le divorce ! » sourit un homme. Il est 11 heures, samedi matin, et la photo de famille a une drôle d'allure. A force de jouer au chat et à la souris pour réussir à prendre le dessus et se faire entendre, manifestants et contre-manifestants — soit près de 300 personnes — se retrouvent côte à côte sur le perron de la mairie.

Tous sont réunis par les questions de logement, en particulier le plan local d'urbanisme (PLU), dont la révision provoque une scission dans la ville.

Sur le perron, les manifestants réunis sous la banderole « Collectif PLU Aulnay » — qui regroupe onze associations d'environnement et de quartier — s'inquiètent des projets de construction d'immeubles, de la préemption faite sur plusieurs pavillons du centre-ville et accusent le maire de ne pas dialoguer. « On va refaire les erreurs des années 1950 et bétonner à tout va, fulmine François Vincent, de l'association Sud-Aulnay. On veut bien de nouveaux logements, mais pas n'importe comment. Et en concertation avec les habitants. » « 37% de logements sociaux à Aulnay, c'est bien comme ça », entend-on souvent.

Les contre-manifestants, qui refusent d'ailleurs ce terme, répondent sur leurs pancartes « Un toit, c'est un droit » ou « J'ai fait le rêve d'une ville solidaire ». Proches de la majorité socialiste et communiste, ils évoquent les trois mille demandes de logements sociaux en attente à Aulnay et le besoin de logements neufs. Parmi eux, le maire PS, Gérard Ségura, tente d'expliquer à ses contradicteurs que son objectif est justement d'instaurer le débat — « Nous allons organiser deux ans de concertation », répète-t-il — et de contrôler les promoteurs immobiliers, « qui pourraient faire n'importe quoi ». Il avoue plus tard préférer « les 37% de logements sociaux d'Aulnay aux 72% de Stains ». Après une heure d'épreuve de force, l'édile propose aux responsables du collectif une rencontre en petit comité dans son bureau. Les deux parties s'entendent sur une date, le 25 juin, pour parler de la future concertation sur le PLU. Mais à l'extérieur, la tension monte. Dans la mairie, qui est désormais envahie par les deux camps, les esprits s'échauffent. Deux hommes sont prêts à en venir aux mains et les opposants au maire se mettent à hurler : « Démission, démission. »

Il est midi et demi lorsque le maire sort de son bureau. Il descend les escaliers sous les huées et les quolibets. Sous les yeux des policiers, il somme les responsables associatifs de faire évacuer leurs troupes — ce qu'ils font — et tente une dernière discussion avec une poignée d'habitants. « Mais le dialogue n'est plus possible, commente une dame. Comment voulez-vous discuter avec des gens qui vont perdre leur pavillon au profit d'un immeuble de logements sociaux ? »

Le Parisien

EXCLUSIF : la totalité des articles du Parisien et du Parisien.fr + le journal en PDF ! ➡ JE M'ABONNE